

ACHETEUR



EHPAD

**2, Résidence du Parc
51240 ST-GERMAIN-LA-VILLE**

EHPAD

**2, rue RESIDENCE DU PARC
51240 ST-GERMAIN-LA-VILLE**

**Marché de C SPS (Coordination Sécurité
Protection de la Santé)**

**Reconstruction des bâtiments d'hébergement et
restructuration de la partie logistique, plateau
technique, vie sociale et restauration de
l'établissement.**

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES
PARTICULIERES (CCAP)**

AMO



**Agence Ile-de-France
IdF / PUBLIC SANTE
27, rue Camille-Desmoulins
92445 ISSY-LES-MOULINEAUX CEDEX**

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES**SOMMAIRE**

ARTICLE PREMIER : OBJET DU MARCHE - DISPOSITIONS GENERALES	4
1.1 - OBJET DU MARCHE	4
1.2 - DECOMPOSITION EN TRANCHES ET LOTS	4
1.3 – MARCHE PUBLIC GLOBAL DE CONCEPTION-REALISATION ET ENTRETIEN MAINTENANCE	4
1.4 - CONTROLE TECHNIQUE	4
ARTICLE 2 : PIECES CONSTITUTIVES	5
ARTICLE 3 : DETAIL DES ELEMENTS DE MISSIONS	5
LA CONSISTANCE ET LE DEROULEMENT DE LA MISSION C SPS SONT DETAILLES DANS LE CCTP	6
ARTICLE 4 : DUREE DU MARCHE	7
ARTICLE 5 : CONDITIONS D'EXECUTION DE LA MISSION	7
5.1 - AUTORITE DU COORDONNATEUR SPS	7
5.2 - MOYENS DONNES AU COORDONNATEUR SPS	7
5.3 - CONDITIONS D'EXECUTION	9
ARTICLE 6 : GARANTIES FINANCIERES	10
ARTICLE 7 : PRIX	10
7.1 - CARACTERISTIQUES DES PRIX PRATIQUES	10
7.2 - VARIATIONS DANS LES PRIX	10
ARTICLE 8 : AVANCE	10
ARTICLE 9 : MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES	10
9.1 - ACOMPTE ET PAIEMENT PARTIELS DEFINITIFS	10
9.2 - PRESENTATION DES DEMANDES DE PAIEMENT	11
9.3 - DELAI DE PAIEMENT	12
ARTICLE 10 : PENALITES DE RETARD	12
ARTICLE 11 : VERIFICATION ET RECEPTION	12
11.1 - MODALITES D'ETABLISSEMENT DES DOCUMENTS	12
11.2 - CONDITIONS DE VERIFICATION ET DE RECEPTION DES ELEMENTS DE MISSION	12
11.3 - ACHEVEMENT DE LA PRESTATION	13
ARTICLE 12 : DROIT DE PROPRIETE INDUSTRIELLE ET INTELLECTUELLE	13
ARTICLE 13 : ARRET DE L'EXECUTION DES INTERVENTIONS	13

Reconstruction et restructuration des bâtiments	CCAP_C SPS
--	------------

ARTICLE 14 : RESILIATION DU MARCHE

13

ARTICLE 15 : ASSURANCES

14

ARTICLE 16 : DROIT ET LANGUE

14

ARTICLE 17 : CLAUSES COMPLEMENTAIRES

14

18.1 DISCRETION ET CONFIDENTIALITE 14

18.2 LUTTE CONTRE LE TRAVAIL DISSIMULE 14

ARTICLE 19 : DEROGATIONS AU C.C.A.G. PRESTATIONS INTELLECTUELLES

15

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

Article premier : Objet du marché - Dispositions générales

1.1 - Objet du marché

Le présent marché a pour objet de confier la mission de coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé des Travailleurs (SPS), pour les phases de conception et de réalisation, concernant la reconstruction et la restructuration de l'EPHAD de Saint-Germain-La-Ville (51), comprenant :

- la reconstruction de bâtiments permettant d'accueillir 104 lits
- la restructuration de la partie logistique, le plateau technique, la vie sociale et la restauration.

Le projet intègre également la démolition de bâtiments existants, la recombinaison des espaces extérieurs.

L'opération est de Catégorie I, au sens de l'article R. 4532-1 du Code du Travail.

Lieu(x) d'exécution : EHPAD - Résidence du Parc - 51240 SAINT-GERMAIN-LA-VILLE.

1.2 - Décomposition en tranches et lots

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches ou en lots.

1.3 – Marché public global de conception-réalisation et entretien maintenance

Un marché public global de conception-réalisation et entretien-maintenance est en cours pour une remise des offres arrêté à fin janvier 2018 (projet de niveau APS).

1.4 - Contrôle technique

Le maître de l'ouvrage sera assisté du contrôleur technique (non désigné à ce jour) agréé dont le nom et les missions seront communiqués ultérieurement au coordonnateur.

Article 2 : Pièces constitutives

Les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans l'ordre de priorité ci-après :

- L'acte d'engagement (A.E.) et ses annexes
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.)
- Le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.) et ses documents annexés
- Le cahier des clauses administratives générales (C.C.A.G.) applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles, approuvé par l'arrêté du 16 septembre 2009.
- La décomposition du prix global et forfaitaire.
- La décomposition du temps d'intervention.
- Le programme PTD tome 1 de l'opération.
- Le plan masse.
- Le code du travail en ce qui concerne ses dispositions relatives à la coordination sécurité et protection de la santé.

Article 3 : Détail des éléments de missions

Les missions confiées au coordonnateur sont :

Pour la phase conception (phases APS, APD, PRO):

Code	Désignation
C1	Avis sur les différents projets de conception-réalisation et entretien-maintenance en termes de sécurité et protection de la santé
C2	Respect des principes généraux de sécurité
C3	Participation à la rédaction de la déclaration préalable avec le maître d'ouvrage
C4	Rédaction et mise à jour du plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé
C5	Constitution du dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage
C6	Ouverture du registre journal de coordination
C7	Projet de règlement du collège interentreprises de sécurité, de santé et des conditions de travail
C8	Définition des dispositions à mettre en œuvre pour que seules les personnes autorisées puissent accéder au chantier
C9	Transmission des consignes et des documents au coordonnateur de la phase réalisation

Pour la phase réalisation :

Code	Désignation
R1	Tenue à jour du registre journal de coordination
R2	Veille de l'application correcte des mesures de coordination préalablement définies et des procédures de travail qui interfèrent
R3	Tenue à jour et adaptation du plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé
R4	Tenue à jour du dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage
R5	Harmonisation des plans particuliers de sécurité et de protection de la santé dans le plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé
R6	Organisation de la coordination des activités des différentes entreprises présentes sur le chantier
R7	Inspection commune avant l'intervention de chaque entreprise y compris sous-traitante, afin de préciser les consignes à observer ou à transmettre, et les observations particulières de sécurité et de protection de la santé pour l'ensemble de l'opération
R8	Communication des plans particuliers de sécurité et de protection de la santé établis par les entreprises titulaires et par les entreprises ayant à effectuer des travaux présentant des risques particuliers aux autres entreprises intervenant sur le chantier
R9	Mise en place de l'adoption du règlement du collège interentreprises et transmission à l'inspecteur du travail, au comité régional de l'OPPBTP et à l'organisme de sécurité sociale compétent en matière de prévention des risques professionnels
R10	Mise en place et veille de l'application des dispositions nécessaires pour que seules les personnes autorisées puissent accéder au chantier
R11	Prise en compte des interférences avec les activités d'exploitation sur le site à l'intérieur duquel ou à proximité duquel est implanté le chantier
R12	Contrôle de la mise en œuvre des dispositions législatives et réglementaires en cas de présence de matériaux susceptibles de contenir de l'amiante
R13	Diffusion aux différents intervenants de toutes les informations et de tous les documents nécessaires à la bonne réalisation des objectifs de la mission de coordination
R14	Présence et intervention sur le chantier aussi souvent que nécessaire pour mener à bien la mission de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé
R15	Organisation des réunions et présidence du collège interentreprises de sécurité, de santé et des conditions de travail
R16	Organisation des réunions et présidence du collège interentreprises de sécurité, de santé et des conditions de travail
R17	Conseils au maître d'ouvrage quant à la mise en place de coordination de la sécurité et de la protection de la santé relative à des travaux ayant fait l'objet de réserves (réserves levées pendant la période de parfait achèvement)
R18	Remise du dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage

La consistance et le déroulement de la mission C SPS sont détaillés dans le CCTP.

Article 4 : Durée du marché

L'intervention du coordonnateur débute à la date de notification du marché et s'achève à la levée de la dernière réserve dans le cadre de la réception des travaux (délai de levée des réserves = 3 mois).

Durée prévisionnelle: 54 mois (voir détail du planning dans le CCTP).

Article 5 : Conditions d'exécution de la mission

5.1 - Autorité du coordonnateur SPS

Le coordonnateur doit informer le maître d'ouvrage, l'assistant au maître d'ouvrage et le Concepteur-Réalisateur sans délai, et par tous les moyens, de toute violation par les intervenants, y compris les entreprises, des mesures de coordination qu'il a définies ainsi que des procédures de travail et des obligations réglementaires en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sur les chantiers.

Il est fait mention de ces violations dans le Registre-journal de la Coordination (R.J.C.). Cette information doit être confirmée par écrit.

En cas de danger grave et imminent menaçant la sécurité ou la santé d'un intervenant ou d'un tiers (tels que chute de hauteur, ensevelissement ...), le coordonnateur doit prendre les mesures nécessaires pour supprimer le danger. Il peut, à ce titre, arrêter tout ou partie du chantier.

La notification de ces arrêts est consignée au Registre-journal de la Coordination. Les reprises décidées par le maître d'ouvrage, après avis du coordonnateur, sont également consignées dans le Registre-journal de la Coordination.

Tout différend entre le coordonnateur et l'un des intervenants cités à l'article 1 du présent document est soumis au Maître d'Ouvrage.

5.2 - Moyens donnés au coordonnateur SPS

A - Libre accès

Le coordonnateur SPS a libre accès :

- au chantier en respectant les principes de sécurité ;
- au bureau de chantier.

B - Obligations du maître d'ouvrage

Le maître d'ouvrage communique au coordonnateur :

- avant de les approuver, tous les documents d'étude relatifs aux « Elément Avant-Projet » et « Elément Projet » ;
- le nom du ou des éventuels chefs d'établissement dont les activités interfèrent avec le chantier ;
- au fur et à mesure de leurs désignations, les noms et missions des intervenants mentionnés à l'article n°1 du présent document ainsi que des entrepreneurs et de leurs sous-traitants éventuels. Il tient à sa disposition leurs contrats ;
- la liste, tenue à jour, des personnes qu'il a autorisées à accéder au chantier ;
- la décision de constitution du Collège Interentreprises de Sécurité, de Santé et des Conditions de Travail (C.I.S.S.C.T.) ainsi que ses compléments éventuels.

Le maître d'ouvrage remet au coordonnateur tous les documents nécessaires à l'établissement du Dossier d'Intervention Ulérieure sur l'Ouvrage (D.I.U.O.) notamment le Dossier des Ouvrages Exécutés (D.O.E.) dès qu'il est établi.

Le maître d'ouvrage informe le coordonnateur des réunions qu'il organise auxquelles ce dernier est systématiquement invité sans qu'une convocation formelle lui soit adressée. Il est destinataire des comptes rendus de ces réunions.

C - Dispositions prises par le Maître d'Ouvrage

Le maître d'ouvrage prend toutes dispositions pour faire communiquer au coordonnateur :

- avant de les approuver, tous les documents d'étude relatifs aux « Elément Avant-Projet » et « Elément Projet » ;
- l'ensemble des documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs ;
- tous les documents d'exécution des ouvrages ;
- les calendriers de l'exécution de l'ensemble des travaux, y compris les travaux de levées de réserves ;
- l'ensemble des documents et ordres de services relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs ;
- la copie des déclarations d'accidents de travail ;
- par les différents cocontractants du maître d'ouvrage, la liste, tenue à jour, des personnes qu'ils autorisent à accéder au chantier ;
- les effectifs prévisionnels affectés au chantier ;
- par les entreprises, le nom de leurs représentant siégeant au Collège Interentreprises de Sécurité, de santé et des Conditions de Travail.

Le maître d'ouvrage prend également toutes mesures pour que soit informé le coordonnateur :

- des réunions de chantier organisées par le Concepteur Réalisateur auxquelles il est systématiquement invité sans qu'une convocation formelle lui soit adressée. Il est destinataire des comptes rendus de ces réunions ;
- de l'intervention de toute entreprise au titre de la « garantie de parfait achèvement » prévue par l'article 44.1 du C.C.A.G.-Travaux.

Il prend également toutes dispositions pour que le coordonnateur puisse se faire communiquer tous autres documents et informations, nécessaires au bon déroulement de sa mission, par les différents intervenants concernés (le Concepteur Réalisateur, entreprises sous-traitantes, bureau de contrôle technique ...) et en particulier :

- les mesures d'organisation générales du chantier envisagées par le Concepteur Réalisateur en vue de leur intégration dans le Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé ;
- par les entreprises, tout document qu'il juge utile pour examiner les Plans Particuliers de Sécurité et de Protection de la Santé des travailleurs.

5.3 - Conditions d'exécution

La personne physique désignée par le titulaire pour exercer la mission de coordination en matière de S.P.S. doit, en permanence pendant toute la durée du marché, posséder l'attestation requise par l'article R.4532-31 du Code du travail sous peine de résiliation immédiate du marché aux torts du titulaire.

Le titulaire s'engage à maintenir pendant toute la durée du marché, la même personne physique comme coordonnateur.

Le titulaire ne peut remplacer la personne physique qu'à l'occasion de l'indisponibilité temporaire ou définitive de celle-ci, qui n'est pas du fait du titulaire. Si un suppléant n'a pas été désigné à l'acte d'engagement par le titulaire du marché, la nouvelle personne physique affectée à la mission par le titulaire doit être acceptée par le maître d'ouvrage.

Par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG-PI :

- le titulaire propose au maître d'ouvrage une nouvelle personne physique dans un délai de 7 jours à compter de la date d'envoi de l'avis prévu au premier alinéa de l'article 3.4.3 du CCAG-PI. Cette demande sera accompagnée de l'attestation de compétence de la nouvelle personne physique ;
- le maître d'ouvrage dispose d'un délai de 7 jours pour agréer le nouveau coordonnateur. L'accord du maître d'ouvrage sur l'identité de la nouvelle personne physique doit être impérativement formalisé par une décision écrite du pouvoir adjudicateur.
- si le maître d'ouvrage refuse le remplaçant, le titulaire dispose de 7 jours à compter de ce refus pour lui proposer une autre personne physique. A défaut ou si le maître d'ouvrage récusé également ce remplaçant la résiliation du marché est prononcée dans les conditions de l'article 32 du CCAG-PI.

Le coordonnateur, ou à défaut le titulaire, assure le passage des consignes et la transmission des documents qu'il a rédigé ou reçus, à tout nouveau coordonnateur désigné pour le remplacer ou lui succéder, ou à défaut au maître d'ouvrage. Il établit pour cela un procès-verbal dans un délai de 1 mois à compter de la demande du maître d'ouvrage.

Le nouveau coordonnateur accuse réception de l'ensemble des documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs.

Dès que le programme d'exécution des travaux est établi, le coordonnateur remet au maître d'ouvrage son programme prévisionnel d'intervention sur le chantier. En tout état de cause, il participe à toutes les réunions, en particulier de chantier, nécessaires à la bonne exécution de sa mission. A la fin de chaque mois, il remet au maître d'ouvrage un compte rendu d'avancement de l'exécution de sa mission.

Dès l'ouverture du chantier ou à la signature du marché (R. 4532-11 à 16 du Code du travail) un exemplaire du Registre Journal de la Coordination et du Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé sont consultables : chantier EHPAD, Résidence du parc (51240) SAINT-GERMAIN-LA-VILLE.

Aucune sous-traitance n'est possible dans le cadre d'un marché de coordination de sécurité et protection de la santé car un lien contractuel est nécessaire entre maître d'ouvrage et coordonnateur.

La poursuite de l'exécution des prestations en cas de dépassement de la masse initiale est subordonnée à la conclusion d'un avenant.

Article 6 : Garanties financières

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

Article 7 : Prix

7.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations faisant l'objet du marché seront réglées par un prix global forfaitaire selon les stipulations de l'acte d'engagement.

7.2 - Variations dans les prix

Les prix du contrat sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de **décembre 2017** ; ce mois est appelé « mois zéro ».

Les prix sont révisés mensuellement par application aux prix du marché d'un coefficient Cn donné par la ou les formules suivantes :

$$C_n = 15,00\% + 85,00\% (I_n/I_0)$$

selon les dispositions suivantes :

- Cn : coefficient de révision,
- I₀ : valeur de l'index de référence au mois zéro,
- I_n : valeur de l'index de référence au mois n,

Le mois « n » retenu pour la révision est le mois de réalisation des prestations.

L'index de référence I, publié(s) au Moniteur des Travaux Publics ou par l'INSEE, est l'index **ING Index divers dans la construction - Ingénierie - Base 2010**.

Lorsqu'une révision a été effectuée provisoirement en utilisant un index antérieur à celui qui doit être appliqué, il n'est procédé à aucune révision avant la variation définitive, laquelle intervient sur le premier acompte du marché suivant la parution de l'index correspondant.

Article 8 : Avance

Aucune avance ne sera versée.

Article 9 : Modalités de règlement des comptes

9.1 - Acomptes et paiement partiels définitifs

Pendant la période de conception, le règlement des sommes dues au coordonnateur fera l'objet d'acomptes en fonction des phases d'intervention définies à l'article 5 du CCTP.

Pendant la période de réalisation, l'intervalle entre deux acomptes successifs sera égal à 1 mois. Le montant de chaque acompte sera déterminé par le pouvoir adjudicateur sur la base d'un échéancier et d'un mémoire produit par le coordonnateur et conformément à la répartition des honoraires définie en annexe du marché.

L'acompte correspond au montant des sommes dues au coordonnateur pour l'intervalle compris entre deux mémoires successifs. Il est produit par le coefficient de révision de ce montant évalué en prix de base qui comprend l'évaluation du montant, en prix de base, de la fraction de la rémunération initiale à régler, compte tenu des interventions effectuées.

Pour le versement du solde, le coordonnateur adressera son projet de décompte à l'expiration de la période de garantie de parfait achèvement.

9.2 - Présentation des demandes de paiement

Nota : La gestion financière sera effectuée par « par voie dématérialisée », la procédure financière sera finalisée après notification du présent marché.

Les demandes de paiement seront établies en un original portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- le nom ou la raison sociale du créancier ;
- le cas échéant, la référence d'inscription au répertoire du commerce ou des métiers ;
- le cas échéant, le numéro de SIREN ou de SIRET ;
- le numéro du compte bancaire ou postal ;
- le numéro du contrat ;
- la date d'exécution des prestations ;
- la nature des prestations exécutées ;
- la désignation de l'organisme débiteur
- La décomposition des prix forfaitaires
- lorsqu'un paiement est prévu à l'issue de certaines étapes de l'exécution du marché, le montant correspondant à la période en cause;
- le montant des prestations admises, établi conformément aux stipulations du marché, hors TVA
- le taux et le montant de la TVA ;
- les montants et taux de TVA légalement applicables ou le cas échéant le bénéfice d'une exonération ;
- le cas échéant, applications des réfections fixées conformément aux dispositions du CCAG-PI ;
- le montant total TTC des prestations livrées ou exécutées ;
- la date de facturation.
- en cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique ;
- en cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total hors taxes, leur montant TTC ainsi que, le cas échéant, les variations de prix établies HT et TTC ;
- le cas échéant, les indemnités, primes et retenues autres que la retenue de garantie, établies conformément aux stipulations du marché.
- la mention de l'assurance professionnelle et sa couverture géographique, pour les artisans immatriculés au répertoire des métiers et les entrepreneurs relevant de l'article 133-6-8 du Code de la sécurité sociale (notamment les auto-entrepreneurs relevant du régime fiscal de la micro-entreprise).

Les demandes de paiement devront parvenir à l'adresse suivante :**EHPAD Résidence du Parc****2, Résidence du Parc****51240 SAINT GERMAIN LA VILLE**

- En cas de cotraitance :
 - En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations;
 - En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom des membres du groupement ou du mandataire sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-PI

9.3 - Délai de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s), seront payées dans un délai global de 50 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Article 10 : Pénalités de retard

Les stipulations de l'article 14 du CCAG-PI s'appliquent.

En cas d'absence aux réunions auxquelles il sera convoqué, il sera fait application d'une pénalité de 200 euros HT par absence.

Article 11 : Vérification et réception**11.1 - Modalités d'établissement des documents**

Aucune stipulation particulière.

11.2 - Conditions de vérification et de réception des éléments de mission

Par dérogation à l'article 26.2 et en application de l'article 27 du CCAG-PI, la décision du maître d'ouvrage de réception, d'ajournement, de réception avec réfaction ou de rejet des documents ou avis doit intervenir à l'issue du délai de 15 jours de vérification des actes à compter de leur réception ou de l'avis à réceptionner.

Si le maître d'ouvrage ne notifie pas sa décision dans ce délai, les actes sont considérés comme reçus.

Reconstruction et restructuration des bâtiments	CCAP_C SPS
--	------------

En cas de rejet ou d'ajournement, le maître d'ouvrage dispose pour donner son avis, après présentation par le titulaire des documents ou des avis modifiés du même délai que celui indiqué ci-dessus.

11.3 - Achèvement de la prestation

L'achèvement de la mission fait l'objet d'une décision établie, sur demande du titulaire, par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 27 du CCAG-PI et constatant qu'il a rempli toutes ses obligations.

Article 12 : Droit de propriété industrielle et intellectuelle

L'option retenue concernant l'utilisation des résultats et précisant les droits respectifs du pouvoir adjudicateur et du titulaire est l'option A telle que définie au chapitre V du CCAG-PI.

Article 13 : Arrêt de l'exécution des interventions

En application de l'article 20 du CCAG-PI le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'arrêter l'exécution des interventions qui font l'objet du marché, à l'issue de chaque phase d'intervention du coordonnateur définie à l'article 3 du présent C.C.A.P.

Article 14 : Résiliation du marché

Les conditions de résiliation applicables au présent marché seront celles des articles 29 à 36 inclus du CCAG-PI.

En cas de non renouvellement ou de perte de l'attestation de compétence du coordonnateur portant sur les domaines concernés par le présent marché, celui-ci sera résilié sans indemnité. De même, la décision d'arrêter l'exécution des prestations prévue à l'article 13 emporte résiliation du marché sans indemnité.

D'autre part, en cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles 48 et 51 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016 ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 à 8 du Code du travail conformément à l'article 51-III du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016, il sera fait application aux torts du titulaire des conditions de résiliation prévues par le marché.

En cas de résiliation pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire percevra à titre d'indemnisation une somme forfaitaire calculée en appliquant au montant initial hors TVA, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises, un pourcentage égal à 5,00 %.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire.

Article 15 : Assurances

Dans un délai de quinze jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, le titulaire devra justifier qu'il est couvert par un contrat d'assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1242 du Code civil ainsi qu'au titre de sa responsabilité professionnelle, en cas de dommage occasionné par l'exécution du marché.

Il devra donc fournir une attestation de son assureur justifiant qu'il est à jour de ses cotisations et que sa police contient les garanties en rapport avec l'importance de la prestation.

A tout moment durant l'exécution de la prestation, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

Article 16 : Droit et langue

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de CHALONS-EN-CHAMPAGNE est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française. S'ils sont rédigés dans une autre langue, ils doivent être accompagnés d'une traduction en français.

Article 17 : Clauses complémentaires

18.1 Discretion et confidentialité

Le contrôleur technique est tenu au secret professionnel sur toutes les informations (techniques, financières et/ou organisationnelles) et documents auxquels il aurait accès dans le cadre de l'exécution du présent marché.

Il s'engage à faire respecter ces dispositions par son personnel, préposé et éventuel sous-traitant.

En cas de violation de cette obligation et indépendamment des sanctions pénales éventuellement encourues, le marché pourra être résilié pour faute du titulaire sans aucune possibilité de dédommagement.

L'acheteur s'engage à main tenir confidentielles les informations signalées comme telles, reçues du titulaire.

18.2 Lutte contre le travail dissimulé

Si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues aux articles L 8221-3 L à L 8821-5 du code du travail, il devra verser à l'acheteur une indemnité égale à 10% du montant maximum du marché.

Reconstruction et restructuration des bâtiments	CCAP_C SPS
--	------------

Article 19 : Dérogations au C.C.A.G. Prestations Intellectuelles

Les dérogations aux CCAG-PI, explicitées dans les articles désignés ci-après du C.C.A.P., sont apportées aux articles suivants :

L'article 5.3 déroge à l'article 3.4.3 du C.C.A.G. Prestations Intellectuelles

L'article 11.2 déroge aux articles 26.2, 27.2 et 27.4 du C.C.A.G. Prestations Intellectuelles

Lu et approuvé

Le :

(signature)